



REPUBLIQUE FRANCAISE

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 013-211300538-20230420-2023_075_FIN-AR

DECISION DU MAIRE 2023_075FIN

OBJET : Demande de subvention auprès du Conseil départemental des Bouches du Rhône dans le cadre du dispositif Aide à la transition énergétique "Rénovation de l'éclairage à basse consommation d'énergie des bâtiments communaux"

Le Maire de la commune de Mallemort,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire de recevoir délégation du Conseil Municipal pour prendre des décisions dans certains domaines ;

Vu la délibération n° 2020-33-SG du Conseil Municipal du 27 mai 2020, donnant délégation à Madame le Maire pour les attributions prévues à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, visée en sous-préfecture le 08 juin 2020,

Considérant que la commune souhaite maîtriser la dépense énergétique et continuer son effort de modernisation des systèmes d'éclairage des bâtiments communaux,

DECIDE,

Article 1 : De faire des travaux de rénovations des systèmes d'éclairage des bâtiments communaux par des lampes LED et des minuteurs.

Article 2 : De solliciter une demande de subvention auprès du Conseil départemental des Bouches du Rhône dans le cadre du dispositif Aide à la transition énergétique,

Article 3 : De dire que la dépense estimée totale étant de 14 002.81 € HT – 16 803.37 € TTC, le plan de financement est établi de la manière suivante :

- Subvention du Département : 9 802.00 € (70% du montant HT)
- Autofinancement de la Commune : 4 200.81€ (30 % du montant HT).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des délibérations.

Article 5 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, également dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme des deux mois valant rejet implicite.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application *Télérecours citoyen* accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.



Envoyé en préfecture le 25/04/2023

Reçu en préfecture le 25/04/2023

Publié le

ID : 013-211300538-20230420-2023_075_FIN-AR



Article 6 : Madame le Maire, Madame la Directrice Générale des Services sont chargées, chacune pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mallemort, le 20/04/2023

Par délégation du Conseil Municipal,

Hélène GENTE
Maire de Mallemort

